



BRÈVES MACROÉCONOMIQUES

D'AFRIQUE AUSTRALE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE PRETORIA

Semaines 2 – 07 au 13 janvier 2022

Au programme cette semaine :

- **Afrique australe** : La Banque Mondiale révisé ses prévisions de croissance
- **Afrique du Sud** : La BNP prévoit un fort ralentissement de la croissance en 2022
- **Angola** : L'excédent courant progresse significativement au troisième trimestre
- **Lesotho** : L'UE et le Royaume Uni financent une campagne d'électrification
- **Namibie et Mozambique** : Des Fonds souverains devraient voir le jour en 2022
- **Zimbabwe** : Le déficit de la balance commerciale se réduit fortement en novembre

Zoom sur... les récentes évolutions du JSE - mois de décembre

Entre le 1^{er} et le 19 décembre, l'indice *All Share* de la **Johannesburg Stock Exchange (JSE)** a reculé de 1%, en lien avec les incertitudes créées par la propagation du variant Omicron et l'accélération de l'inflation aux Etats-Unis. Cependant, l'indice a fortement rebondi sur la seconde partie du mois – en lien avec la décrue rapide de la vague épidémique et la levée progressive de la plupart des restrictions imposées par les pays tiers pour les voyages en provenance du pays. *In fine*, sur l'ensemble du mois de décembre, le *All Share* a progressé de 3,5% après +2% au mois de novembre et +6% au mois d'octobre. Pour l'ensemble de 2021, la bourse de Johannesburg a enregistré une progression record (+27% après +3% en 2020), portée par les bonnes performances des titres *small cap* (entreprises dont la capitalisation est inférieure aux 100 plus importantes – +52%) et de l'industrie minière (Indice *Ressource 10* qui regroupe les 10 principaux titres du secteur minier – +23,3%). A noter par ailleurs les gains records des titres du secteur des télécommunications (+94%) et paradoxalement du « voyage et loisirs » (+107%).

JSE All Share
Décembre 2021

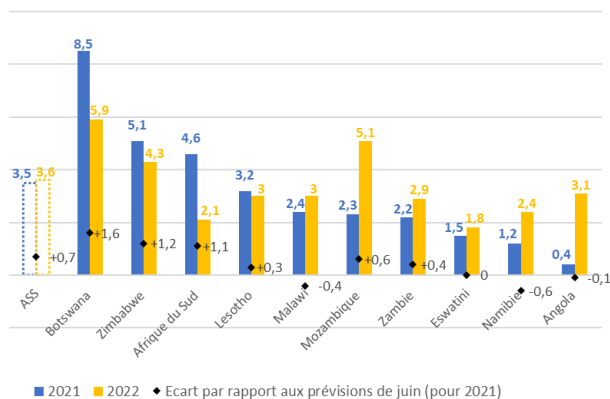


Sources : JSE (2022)

Afrique australe

La Banque Mondiale révisé ses prévisions de croissance

Prévisions de croissance (en % du PIB)



■ 2021 ■ 2022 ◆ Ecart par rapport aux prévisions de juin (pour 2021)

Sources : Banque Mondiale (2022)

Le 11 janvier, la Banque Mondiale a publié ses nouvelles prévisions de croissance dans son *Global Prospect Report*. En 2021, la reprise a été plus forte que ce qui avait été anticipé dans la plupart des économies de la zone. C'est en particulier le cas au Botswana (+8,5% soit +1,6 point par rapport aux dernières prévisions datant de juin 2021), au Zimbabwe (+5,1% soit +1,2 point) et en Afrique du Sud (+4,6% soit +1,1 point). A l'inverse, le rebond a été faible et moins important qu'envisagé au Malawi (+2,4% soit -0,4 point), en Eswatini (1,2%), en Namibie (+1,2% soit -0,6 point – après 2 années de contraction de l'activité) et en Angola (+0,4% soit -0,1 point – après 5 années de contraction). Pour 2022, la croissance devrait accélérer dans la plupart des économies, en particulier là où elle a été faible : Mozambique (+5,1% en 2022), Angola (+3,1%), Zambie (+2,9%), et Namibie (+2,4%). En revanche, passé le rebond, la progression du PIB devrait ralentir au Botswana, au Zimbabwe et en Afrique du Sud – ces pays retrouvant des taux de croissance plus proches des niveaux enregistrés avant le déclenchement de la crise (respectivement 5,9%, 4,3% et 2,1%).

Afrique du Sud

La BNP prévoit un fort ralentissement de la croissance en 2022

Le 12 janvier, BNP-Paribas a publié ses perspectives économiques pour l'Afrique du Sud pour l'année qui vient de débuter. Alors que la banque commerciale est plus optimiste que la Banque Mondiale pour 2021 (avec un taux de croissance de 5,2%), elle est beaucoup plus prudente pour 2022, tablant sur un net ralentissement à +1,3% – du fait en particulier i) des termes de l'échange qui seront moins favorables à l'Afrique du Sud, ce qui va peser sur les performances du commerce extérieur, premier relais de la croissance en 2021 ; ii) d'une activité toujours entravée par de nombreuses difficultés structurelles, au premier rang desquels le problème d'approvisionnement en électricité – en 2022 les délestages électriques devraient coûter un point de croissance au pays. Globalement, ces prévisions sont pessimistes par rapport au consensus qui s'établit aux alentours des +2%. Par ailleurs, le rapport anticipe une accélération des pressions inflationnistes, avec une inflation moyenne de 5% en 2022 après 4,5% en 2021. Conjuguée à la relevée des taux par les grandes banques centrales, cela devrait amener la SARB à accélérer la normalisation de sa politique monétaire : le document de BNP-Paribas table sur une hausse du taux directeur de 1,25 point sur l'année pour atteindre 5%.

La production manufacturière diminue encore en novembre (StatsSA)

Selon l'agence statistique StatsSA, la production manufacturière s'est contractée de 0,7% au mois de novembre par rapport à la même période l'année précédente, après -5,2% au mois d'octobre. Les baisses de la production des secteurs « pétrole, matières plastiques et produits chimiques » (-13,6% soit une contribution négative de 3,4 points) et « autres

industries » (-7,9% soit -0,3 point) sont à l'origine de cette contre-performance. La production a crû dans tous les autres secteurs de l'économie, notamment dans l'industrie sidérurgique (+4,4% soit une contribution positive de 0,9 point – touchée par une grève le mois précédent) et dans le textile (+13,4% soit +0,6 point). A noter toutefois que les analystes attendaient une contraction encore plus importante, aux alentours de -3,5%. Les mauvais résultats pour le quatrième trimestre se confirment donc et les perspectives d'évolution du secteur manufacturier dans les mois à venir demeurent incertaines, en raison notamment des difficultés rencontrées par les chaînes d'approvisionnement mondiales. Ainsi, l'indice PMI (*Purchasing Manager Index*) manufacturier de la banque Absa a diminué de 3,1 points en décembre, pour atteindre 54,1 points – un niveau cependant toujours supérieur à la barre des 50 points, témoignant d'une perception positive de l'environnement des affaires chez les chefs d'entreprise.

Angola

L'excédent courant progresse significativement au troisième trimestre (BNA)

Selon la banque centrale (*Banco Nacional de Angola – BNA*), l'excédent courant a atteint 2,3 Mds USD au troisième trimestre 2021 soit 12% du PIB, contre 1,5 Md USD au trimestre précédent. Cette nette progression s'explique d'abord par la forte hausse de l'excédent commercial : en augmentation de 13%, pour atteindre 5,4 Mds USD, soit 29% du PIB – les exportations (effet prix des ventes de pétrole) ayant progressées plus rapidement que les importations. Par ailleurs, le déficit de la balance des revenus primaires s'est contracté de manière significative (-24% à -1,2 Md USD) - en lien avec la baisse des intérêts sur la dette, payés à des agents non-résidents. *In fine*, sur les neuf premiers mois de l'année, le solde courant de l'Angola est excédentaire de 5,7 Mds

USD, un niveau plus de 13 fois supérieur à celui observé l'année dernière sur la même période.

Lesotho

L'UE et le Royaume Uni financent une campagne d'électrification (REEP)

Le 06 janvier, *L'Electrification Financing Initiative* (fonds de l'Union Européenne visant à accroître l'accès à l'énergie propre dans les pays en développement) et la *Renewable Energy Performance Platform* (plateforme britannique ayant un objectif similaire) ont conclu un accord de financement avec *OnePower Lesotho* (l'entreprise sociale innovante du secteur de l'énergie). Ce projet a pour objectif de soutenir le développement d'un ensemble de petits réseaux électriques autonomes alimentés par énergie solaire. Il représente un investissement en fonds propres et en dette senior de 8,8 M EUR. Le projet, d'une capacité totale de 1,8 MW va permettre d'électrifier onze communautés rurales soit environ 20 000 foyers. Pour rappel, le Lesotho dispose à ce jour d'un taux d'électrification particulièrement faible, notamment en zone rurale où il atteint moins de 20%.

Namibie et Mozambique

Des Fonds souverains devraient voir le jour en 2022 (GSWF)

Le 1^{er} janvier, la plateforme *Global Sovereign Wealth Fund* a publié son rapport annuel, qui dresse un panorama de l'activité mondiale des Fonds souverains. Selon ce rapport, la Namibie et le Mozambique devraient lancer leurs Fonds souverains dans le courant de l'année 2022. Le fonds namibien (*Welwitschia*) fait partie des propositions du dernier plan de développement du gouvernement présenté en mars dernier (*Harambee Prosperity Plan 2021-2025*). Il serait

alimenté par les revenus de l'industrie minière (uranium, diamants), halieutique et par les transferts de l'union douanière SACU (*Southern Africa Customs Union*). Au Mozambique, le lancement d'un Fonds est évoqué par les autorités depuis 2020. Il devrait être abondé dès 2022 avec une partie des revenus issus des premiers projets gaziers mis en opération dans le Nord du pays (Cabo Delgado), avec comme objectif à terme d'atteindre 100 Mds USD.

Mozambique

Bonnes performances des recettes fiscales en 2021

Le 10 janvier, l'administration fiscale mozambicaine (*Autoridade Tributária – AT*) a présenté ses résultats préliminaires pour l'exercice 2021. Il ressort de cette présentation que les performances de l'AT sont sensiblement meilleures qu'attendues, cette dernière ayant collectée 278 Mds MZN (4,4 Mds EUR) en impôts et taxes, contre 265 Mds (4,1 Md EUR) prévus dans le budget initial présenté en décembre 2020. Ces bons résultats s'expliquent notamment par une augmentation des taxes collectées sur les profits des entreprises (+5% -- dans le secteur minier en particulier) et des taxes sur le carburant (+25%). A noter que pour

l'exercice 2022 le gouvernement table sur une hausse des revenus de plus de 5% à 293 Mds MZN (4 Mds EUR).

Zimbabwe

Le déficit de la balance commerciale se réduit fortement au mois de novembre (*ZimStats*)

Selon l'organisme national de statistiques (*ZimStats*), le déficit commercial a atteint 35 M USD au mois de novembre – après 177 M USD au mois précédent. Il s'agit ainsi du plus faible déficit enregistré depuis janvier 2019. Cette baisse significative s'explique notamment par la forte progression des exportations (+21%), portées par les ventes de fournitures industrielles hors secteurs agro-alimentaire, carburants et équipements de transports (+22% pour un poste représentant plus de 90% du total au cours du mois). Dans le même temps, les importations ont diminué de 4%, la demande interne restant toujours déprimée. Sur les onze premiers mois de l'année toutefois, le déficit commercial atteint 1,4 Md USD, soit 10% de la plus qu'à la même période l'année précédente.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international